

Ce que le confinement nous apprend de l'économie

PAR ROMARIC GODIN
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 11 AVRIL 2020



© Bryan R. Smith / AFP

Le débat autour d'une supposée sortie du confinement pour des raisons économiques est la pire manière de penser cette époque. C'est un débat entre deux positions conservatrices qui dissimule la vraie question, démocratique.

Depuis quelques jours, une petite musique se fait entendre : il faut cesser de toute urgence le confinement pour des raisons économiques. **Dans Les Échos**, l'éditorialiste Éric Le Boucher le dit clairement : « *Il faut sortir la France du confinement.* » L'idée est défendue par plusieurs journalistes sur Twitter, dans les radios, à la télévision. L'idée est simple et s'appuie sur un des instruments préférés des économistes, le tableau coût-bénéfice.

D'un côté, les morts du coronavirus, de l'autre les coûts économiques de perte de PIB et de la crise qui suivra, qui induiront aussi des morts. Ce rapport serait favorable à la reprise de l'activité économique. On pourrait donc revenir à la fameuse stratégie de « *l'immunité de groupe* » et tolérer les morts du coronavirus pour ne pas avoir à en déplorer davantage pour cause de désastre économique.

La démarche est remarquable par ce qu'elle dit de ce qu'est l'économie capitaliste. Elle s'appuie sur un des éléments les plus puissants de ce système, mais aussi, lorsqu'il est mis à nu, un des plus fragiles : l'abstraction. Car dans cette macabre comptabilité, deux réalités distinctes sont mises à égalité. D'un côté celle d'un phénomène qui s'impose à l'homme, un virus contre lequel nous n'avons pas d'armes,

du moins pour l'heure, et qui tue directement des hommes et des femmes. Et de l'autre, une création de l'humanité, l'économie de la marchandise, qui imposerait sa loi à sa créatrice au point de lui enlever également des vies.

Il n'est pas question de nier que les crises économiques sont coûteuses en vies humaines. Les exemples du passé le montrent assez. Mais ce que ces doctes penseurs oublient, c'est que ces crises ne sont pas des phénomènes qui échappent aux hommes. Elles sont le produit de leur organisation sociale, de leur activité et de leurs choix. Et il ne dépend que d'eux de trouver d'autres formes d'organisation qui sauvent des vies et empêchent que les crises ne tuent autant.

Autrement dit, ce que le discours de ces contempteurs économiques du confinement cache, c'est que les victimes de la crise ne seront pas les victimes collatérales du choix de préserver aujourd'hui des vies, elles ne seront pas les victimes tardives de notre décision de freiner la pandémie de coronavirus, elles seront les victimes de l'organisation économique fondée sur le fétichisme de la marchandise qui se traduit précisément dans leurs calculs de bas étage.

On comprend leur colère : soudain, en quelques semaines, on se rend compte que l'on peut stopper la fuite en avant de l'économie marchande, que l'on peut se concentrer sur l'essentiel : nourrir, soigner, prendre soin. Et que, étrangeté suprême, la Terre ne cesse pas de tourner, ni l'humanité d'exister. Le capitalisme est suspendu dans son fonctionnement le plus primaire : il génère une plus-value minimale, insuffisante à alimenter la circulation du capital. Et l'homme existe encore.

Mieux même, débarrassé de l'abstraction marchande, il pense à sa vie et à celle des autres. C'est un pan essentiel de la pensée de ces gens qui s'effondrent : le capitalisme n'est pas l'humanité. Lorsque la marchandise cesse de créer la « richesse », il ne se passe rien ou presque. On établit une forme de

« *socialisme de la pandémie* », pour reprendre les termes de l'ancien dirigeant de Citigroup Willem Buiter.



© Bryan R. Smith / AFP

Alors, pour continuer à maintenir en vie le mythe du caractère capitaliste intrinsèque de l'humanité, on a recours à des menaces : tout cela se paiera, et au centuple. Et par des morts. On ne réduit pas impunément le PIB de 30 %. Sauf que, précisément, l'époque montre le contraire et invite à construire une organisation où, justement, la vie humaine, et non la production de marchandises, sera au centre.

Et là encore, l'époque est bavarde. Ces gens qui pensent que seul le marché produit de la valeur se retrouvent, eux-mêmes, à pouvoir manger à leur faim dans une ville propre, alors même que le marché ne fonctionne plus de façon autonome. Ils ne le peuvent que grâce au travail quotidien de salariés, des éboueurs aux caissières, des chauffeurs de bus aux soignants, des livreurs aux routiers qui, tout en s'exposant au virus, exposent au grand jour la preuve de l'écart béant entre la valorisation par le marché de leur travail abstrait et la valeur sociale de leur labeur concret. La valeur produite par le marché qui donne à un consultant un poids monétaire dix fois supérieur à celui d'une caissière ou d'un éboueur apparaît alors pour ce qu'elle est : une abstraction vide de sens. Ou plutôt une abstraction destinée à servir ce pourquoi elle est créée : le profit.

Pour nos « économistes », tout cela est profondément insupportable et il faut vite en finir avec un confinement qui finirait par rendre tout cela trop visible. On finirait par s'imaginer qu'il est possible de s'organiser autrement, de placer d'autres priorités au sein du fonctionnement social, de définir ses besoins essentiels pour construire une société de la

sobriété. Mais alors, on n'aurait plus besoin de tout ce fatras – PIB, compétitivité, profits, dividendes, marchés financiers – qui assure la soumission du monde du travail à la valeur d'échange. On pourrait démocratiser l'économie...

C'est bien pourquoi il est urgent de passer à la suite, cette fameuse crise qu'on laissera se développer pour nous passer l'envie de recommencer à placer les vies concrètes au-dessus de l'abstraction marchande.

Mais ne nous faisons pas d'illusion : quelles que soient les gamberges qui, dans ce temps suspendu, nous occupent sur le « monde d'après », le confinement n'est en rien progressiste, encore moins « socialiste ». Et c'est précisément la difficulté de la situation.

Au début de la pandémie, les gouvernements les plus imprévoyants (notamment l'Italie, la France, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis) ont choisi de faire le même calcul que ce que proposent Éric Le Boucher et ses amis : on ne pouvait sacrifier l'économie à une « mauvaise grippe ». On tablait donc sur l'immunité de groupe. Les gens mourraient certes en nombre, mais vite. L'impact économique serait réduit.

C'est ce choix qui a incité les autorités italiennes à tarder à agir en Lombardie, alors que, comme l'ont montré **les enquêtes d'Il Fatto Quotidiano**, le patronat local redoutait de perdre des marchés. Et c'est aussi ce choix qui explique, en France, le mensonge sur la pénurie de masques, tant la reconnaître publiquement aurait obligé à détrôner l'économie au profit de l'urgence sanitaire. Sans compter, dans le cas français toujours, les agendas idéologiques et politiciens du pouvoir – imposer à la hussarde la réforme des retraites, tenir coûte que coûte les municipales.

Si toutes ces autorités, y compris les plus convaincues, comme les gouvernements britannique ou étasunien, ont abandonné cette stratégie, c'est que, politiquement, face aux alertes répétées des soignants et des chercheurs, il n'était plus possible d'assumer ces décès massifs dans des hôpitaux surchargés. Et il était trop tard pour les éviter. Une telle image aurait été désastreuse et on aurait accusé le capitalisme

de dévorer les vies pour son propre intérêt. À une époque où la question des inégalités et du changement climatique, et de leurs relations avec le modèle économique, se pose avec acuité, l'effet aurait été ravageur. On s'est donc résolu à momentanément « sacrifier » l'économie.

On s'y est d'ailleurs plus ou moins résolu. En France, toujours, on s'est échinés à maintenir une activité inutile pour « réduire l'impact », mais aussi et surtout pour continuer à maintenir au maximum le règne de l'économie. On se souvient des **pressions exercées par la ministre du travail Muriel Pénicaud sur le secteur du BTP** pour que les chantiers reprennent. Il ne faut jamais oublier que le confinement français, comme d'autres d'ailleurs, est un confinement limité où 40 % des travailleurs doivent continuer à justifier de leur présence, malgré les risques. Et il faut se souvenir que c'est encore une fois devant l'échec de cette stratégie du « en-même-temps » et l'accélération de la pandémie que des gouvernements, avec la même stratégie de départ, en Italie ou en Espagne, ont dû réduire au strict minimum l'activité économique.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : ce n'est que partie remise. Plus cette crise « politiquement fabriquée » sera sévère, plus, là aussi, on la fera payer à la population. Pour « reconstruire », assurer les « emplois », attirer les investisseurs, bref, faire repartir la machine, on demandera, comme a commencé à le faire Bruno Le Maire, des « efforts » à la population. On fera donc tout pour que le confinement produise une violente crise économique qui, effectivement, sera cruelle et coûteuse en vies humaines. On le fera simplement : en se contentant de « geler » le système économique et en se gardant de profiter de cette suspension pour le modifier. Une fois décongelé, l'économie marchande donnera le pire d'elle-même. Ses mécanismes propres se déchaîneront. Mais on devra l'accepter comme une loi divine.

L'appel à la « Restauration » du capital

Les effets de cette inévitable « Restauration » du capital seront redoutables. Certes, comme Louis XVIII avait en 1815 su céder à l'air du temps en « octroyant » une Charte, tout en mettant en place une réaction

sociale sévère, le capitalisme donnera quelques gages par un paternalisme d'État patelin, avec quelques gorgées de souverainisme. Mais le « mouvement réel » sera celui de la destruction, au nom de sa propre sauvegarde, des droits sociaux et des niveaux de vie des plus fragiles par la poursuite de « l'austérité » et des « réformes structurelles ».

Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, et le patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, ne réclament pas la fin rapide du confinement. Mais ils préviennent qu'ensuite il faudra « réduire la dette par des efforts » pour l'un, « réfléchir à la question du temps de travail » pour l'autre. Le bar est ouvert. Une « bonne crise » est finalement le meilleur moyen de rétablir la discipline dans les rangs du travail. Celle-ci ne fera pas exception.

Qu'on se comprenne bien : cela ne signifie pas que cette crise a été construite pour cela, par un dessein machiavélique. On l'a dit : c'est la pression politique qui a amené à abandonner la stratégie de l'immunité de masse en réponse au virus. Mais l'occasion fera le larron parce que cela est dans la logique interne au système capitaliste : la destruction de valeur marchande doit être suivie par son rétablissement. Et la volonté de ces mêmes gouvernements de se contenter de maintenir l'économie d'après comme elle était avant en est la preuve.

Que retenir de tout cela ? Que l'économie est sans doute la plus mauvaise façon de penser le confinement. Prolongation du confinement ou pas, la crise sera sévère si l'on reste dans la logique de la société dominée par les marchandises. Elle fera des victimes et sera cruelle pour les plus modestes. Et finalement, derrière le faux débat entre partisans du confinement et partisans du déconfinement « économique », cette conclusion est bel et bien la même.

Mais redisons-le : l'économie n'est que ce que l'on en fait collectivement et c'est précisément ce que le confinement montre avec éclat. Dès lors, il apparaît clairement que la perspective inévitable de la « crise » n'est que le fruit de notre démission sur ce terrain, de

notre refus collectif de penser autrement l'économie et de la « remettre à sa place », **comme dirait le philosophe canadien Alain Deneault.**

Cela signifie aussi que ce débat sur l'économie dissimule un autre débat, autrement plus sérieux, sur les conséquences humaines concrètes du confinement. Suspendre l'abstraction économique, c'est chose aisée. Mais suspendre la vie sociale de l'homme, animal social par excellence, est autre chose. C'est nécessairement réduire la portée de cette vie et, partant, immobiliser l'homme ; c'est l'entraver, le dominer, le soumettre.

La réduction de la sphère sociale à la sphère familiale la plus étroite, la réduction de l'espace de vie à un domicile plus ou moins adapté à une vie permanente en son sein, la réduction du temps à un temps personnel et non collectif, l'atomisation des situations, des expériences, des joies et des souffrances, tout cela a des conséquences, personnelles et collectives. Et ces conséquences sont plus graves à mesure que l'on descend dans l'échelle sociale et que le confinement dure.

Ces conséquences sont en permanence niées et sous-estimées. On prétend les dissimuler derrière un ersatz technologique, dont on sent pourtant avec le confinement les limites. À ceux à qui l'enfermement pèse, on répond par la répression et la désapprobation morale, ce qui signifie que l'on nie le sujet. À ceux qui s'inquiètent pour l'état des libertés publiques, on renvoie l'accusation d'égoïsme et d'alarmisme. Alors même qu'on sait que c'est durant ces moments que les pouvoirs fourbissent leurs armes contre ces libertés.

Pour faire tenir le peuple, on lui envoie soit des messages et des chansons de stars bien à l'aise dans leurs douillettes résidences, soit le bâton du gendarme et du juge, qui s'en donnent à cœur joie pour « faire des exemples ». On demande au peuple de continuer à regarder le spectacle passivement, sans bouger, sans penser. Mais n'est-ce pas l'inverse même de la vie humaine ?

Cette réponse moralisatrice est hautement problématique. Dans le silence du confinement, elle aggrave les tensions sociales et les dissensions au sein

de la société. Chacun blâme son voisin pour ses actes, les délations se multiplient, les jugements sont légiens. Les bases de la société démocratique sont remises en cause par un climat de suspicion, d'angoisse et de peur. La culpabilisation est la première étape vers cette exigence de discipline que l'on affirmera pendant la crise économique. Et c'est bien de cela qu'il faut parler.

La sous-estimation des questions psychiques, politiques et sociales dans le confinement au profit d'une surestimation de la question économique est significative. D'un côté, on y voit une forme de caprice d'enfants gâtés qui doivent rester chez eux et qui le pourraient sans problème s'ils le voulaient bien. De l'autre, une question sérieuse qui mérite qu'on pèse le pour et le contre du confinement. La réalité est pourtant exactement inverse.

Et c'est bien ici que le débat devrait se situer : entre l'impossibilité sociale du confinement et sa nécessité médicale. Et il devrait être de la responsabilité de nos dirigeants que l'économie ne soit pas un problème et ne le devienne pas. Si cette crise nous a appris une chose, c'est que, désormais, la protection de la vie doit être au cœur des politiques publiques. C'est donc à l'économie de se soumettre à l'homme, pas l'inverse. Le débat sur le confinement devrait donc se situer ailleurs.

Il devrait se situer dans le *comment* du confinement pour en minimiser les conséquences *concrètes*. Et dans ce débat, l'impératif de santé devra être confronté aux autres impératifs de la vie réelle pour trouver des solutions ou pour accepter des limitations temporaires. Ce dialogue n'est possible que s'il n'est pas uniquement pris en charge par un État qui utilise le confinement pour dissimuler ses manques et ses erreurs, comme un ersatz de politique sanitaire, sans se soucier de rien d'autres. Car dans cette logique d'un pouvoir sans contre-pouvoir, le confinement est une aubaine : il permet de suspendre le débat au nom de la « guerre contre le virus », tout en étant sûr de reprendre la guerre sociale après la crise sanitaire.

C'est pourquoi le confinement ne devrait pas être une suspension de la vie commune et de l'exigence démocratique. Il devrait au contraire être le moment où la société définit ses priorités et réussit à trouver

des solutions pour sortir de la crise et éviter le châtement que promettent les néolibéraux. Plus que jamais, au cœur même de la crise sanitaire, c'est bien de démocratie sociale dont ce pays – et ce monde – ont besoin.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.